



LA MOBILITÉ EST EN NOUS

COMMUNIQUE DE PRESSE – 29 janvier 2020

Transport routier de marchandises & mouvements sociaux : les conséquences graves de la crise

Depuis le 5 décembre dernier, les transporteurs routiers ont souffert des différents mouvements sociaux qui ont touchés la France. Bien que le secteur lui-même n'ait pas été la cible de mouvements internes aux entreprises, il a été largement affaibli par la crise. Aujourd'hui la situation est grave et la FNTR exhorte les pouvoirs publics à débloquer les ports et à soutenir les entreprises les plus fragiles.

Début janvier, la FNTR interpellait les Ministères concernés sur la situation critique de certains opérateurs du secteur notamment ceux en lien avec les activités portuaires et multimodales rail-route, Elle publie aujourd'hui les résultats d'une très large enquête menées auprès de plus de 800 entreprises afin de mieux mesurer la gravité de la situation. Un constat sans appel : 60% des entreprises du secteur ont été touchées par les conflits sociaux avec une perte moyenne de chiffre d'affaire de 15%. Une baisse qui s'élève entre 20 et 30% pour les entreprises de transport multimodal.

Les TPE et petites PME plus fortement touchées.

D'une façon générale, ce sont les plus petites entreprises qui se relèveront le plus difficilement de cet épisode. Si elles ont été moins nombreuses (en %) à être touchées, elles le sont beaucoup plus durement et leur structure, par nature, rend leur situation plus précaire. Elles ont perdu entre 15 et 20% de leur chiffre d'affaire sur la période.

Des disparités géographiques.

Si toutes les régions ont connu des difficultés, le grand-ouest et la région PACA présentent le plus grand nombre d'entreprises en difficulté. Cela s'explique en grande partie par les blocages complets qu'ont connu les zones portuaires notamment du Havre et de Fos-Marseille pendant plusieurs semaines.

Perte de chiffre d'affaire ET surcoûts

Au-delà de l'activité affaiblie par les différents mouvements sociaux, la crise s'est aussi traduite pour les entreprises par de nombreux surcoûts, comme l'augmentation des kilomètres parcourus, notamment à vide, le paiement de nombreuses heures supplémentaires, les annulations de commandes ou encore les pénalités de retard.



LA MOBILITÉ EST EN NOUS

« Cette enquête démontre l'ampleur de la crise à laquelle doivent faire face les opérateurs économiques du transport et de la logistique. La FNTR a interpellé à de nombreuses reprises le gouvernement avec deux priorités absolues : débloquer les zones portuaires et soutenir concrètement les entreprises soit par des annulations de charges fiscales et sociales soit via la création d'un fond de soutien aux entreprises les plus fragiles. La réponse des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur de la situation. Certaines entreprises sont déjà en dépôt de bilan » s'inquiète Jean-Christophe PIC, Président de la FNTR.

Retrouvez l'intégralité de l'enquête en cliquant ici.

<https://www.fntr.fr/sites/default/files/2020-01/Enquete-mouvements-sociaux-300120.pdf>